

Règlement d'études du cours de formation continue CAS « Droit des migrations »

du 16 avril 2013

Les Facultés de droit des Universités de Berne, Neuchâtel et Fribourg

sur la base

- des dispositions légales applicables et
- l'Accord de coopération du 16 avril 2013 entre l'Université de Berne, l'Université de Neuchâtel et l'Université de Fribourg relatif à l'organisation commune du cours de formation continue CAS « Droit des migrations »
- après consultation de la commission de formation continue de l'Université de Berne

Décident:

A. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 1. Objet

Ce règlement s'applique en relation avec l'Accord de coopération du 16 avril 2013 entre l'Université de Berne, l'Université de Neuchâtel et l'Université de Fribourg relatif à l'organisation commune du cours de formation continue CAS « Droit des migrations » et contient le règlement d'études de ce cours de formation continue.

Studienreglement über den Studiengang CAS « Migrationsrecht »

vom 16. April 2013

Die Rechtswissenschaftlichen Fakultäten der Universitäten Bern, Neuenburg und Freiburg

gestützt auf

- die einschlägigen gesetzlichen Bestimmungen und
- die Kooperationsvereinbarung vom 16. April 2013 zwischen der Universität Bern, der Universität Neuenburg und der Universität Freiburg betreffend die gemeinsame Durchführung des Weiterbildungsstudiengangs CAS « Migrationsrecht »
- nach Anhörung der Weiterbildungskommission der Universität Bern

beschliessen:

A. ALLGEMEINE BESTIMMUNGEN

Art. 1. Gegenstand

Dieses Reglement gilt ergänzend zur Kooperationsvereinbarung vom 16. April 2013 zwischen der Universität Bern, der Universität Neuenburg und der Universität Freiburg betreffend die gemeinsame Durchführung des Weiterbildungsstudiengangs CAS „Migrationsrecht“ und enthält das Studienreglement zum genannten Studiengang.

Art. 2. Objectif du cursus d'études

Le cursus d'études est une formation continue suivie en principe en parallèle à une activité professionnelle qui a pour but de fournir des compétences scientifiquement établies en matière de droit des migrations. Le cursus d'études lie les activités académiques d'enseignement et de recherche à la pratique et permet l'acquisition de compétences approfondies en droit national et international (égal. européen) des migrations ainsi que sur les processus migratoires étudiés en sciences sociales et leurs répercussions sur les individus et la société. Le cursus introduit également les fondements de la politique migratoire.

Art. 3. Destinataires

Le cursus d'études s'adresse en premier lieu à des personnes ayant effectué une première formation académique de niveau tertiaire et étant au bénéfice d'une expérience professionnelle dans le domaine des migrations.

Art. 4. Admission

¹ Sont admissibles au cursus d'études les personnes ayant accompli une première formation (p.ex. Bachelor, Master ou licence) dans une université ou une haute école reconnue et qui sont en principe au bénéfice d'une expérience professionnelle d'au moins une année dans le domaine des migrations. Les personnes qui ne sont pas au bénéfice d'une formation supérieure peuvent être admises si elles disposent d'une expérience professionnelle et de connaissances théoriques suffisantes pour participer au cursus.

² L'admission est décidée uniquement sur dossier.

³ Il n'existe aucun droit subjectif à être admis, même lorsque les conditions d'admissions sont remplies.

⁴ Le nombre de participants peut être limité.

⁵ Si le programme n'est pas complet, les personnes intéressées ont la possibilité de s'inscrire à des modules isolés. Il n'existe aucun droit subjectif à être admis à un module isolé.

Art. 2. Zielsetzung des Studiengangs

Der Studiengang ist eine grundsätzlich berufsbegleitende Weiterbildung mit dem Ziel, wissenschaftlich fundierte Kompetenzen im Migrationsrecht zu vermitteln. Der Studiengang verbindet akademische Lehre und Forschung mit Praxis und vermittelt vertiefte Kenntnisse im nationalen und internationalen (einschliesslich europäischen) Migrationsrecht, sozialwissenschaftliches Kontextwissen zu Migrationsprozessen und ihren Auswirkungen auf Individuen und Gesellschaften und führt in die Grundlagen der Migrationspolitik ein.

Art. 3. Adressaten

Der Studiengang richtet sich in erster Linie an Personen mit akademischer Erstausbildung und einer praktischen Erfahrung im Migrationsbereich.

Art. 4. Zulassung

¹ Zu diesem Studiengang werden Personen mit erfolgreich abgeschlossener Erstausbildung (z.B. Bachelor, Master oder Lizentiat) an einer anerkannten Universität oder Fachhochschule zugelassen. Weiter wird in der Regel eine mindestens einjährige Berufserfahrung im Migrationsbereich vorausgesetzt. Personen ohne Hochschulabschluss können zugelassen werden, wenn sie über Wissen und Erfahrung aus Berufspraxis und Weiterbildung verfügen, die für die Kursteilnahme ausreichend sind.

² Die Zulassung erfolgt aufgrund eines Bewerbungsdossiers.

³ Es besteht kein Anspruch auf Zulassung zum Programm, selbst wenn die Zulassungsvoraussetzungen erfüllt sind.

⁴ Die Teilnehmenden zahl kann begrenzt werden.

⁵ Falls das Programm nicht ausgebucht ist, können sich interessierte Personen für einzelne Module einschreiben. Es besteht kein Anspruch auf Zulassung zu einzelnen Modulen.

Art. 5. Inscriptions et coûts

¹ La demande d'admission et l'inscription relèvent du service compétent de l'Université dont le directeur ou la directrice d'études fait partie. La demande d'admission doit être accompagnée des documents suivants:

- Curriculum Vitae;
- copie du diplôme universitaire ou du document attestant de qualifications équivalentes;
- preuve de l'expérience professionnelle.

² Le montant de la taxe d'études est fixé par le Comité d'études et publié par des canaux d'information usuels (Internet) et mentionné sur le formulaire d'inscription. Il se situe entre 8'000 et 12'000 CHF.

³ La taxe d'études comprend la totalité des frais d'inscription, d'administration et d'examens.

⁴ La taxe d'étude doit être réglée en deux fois: la première moitié avant le début du cursus, la deuxième avant l'accomplissement du dernier module.

⁵ Le retrait de la demande d'admission avant le terme du délai de dépôt des candidatures est possible sans frais. En cas de retrait ultérieur ou en cours de cursus et si aucun remplaçant n'est trouvé, la totalité de la taxe d'étude est exigible. Le Comité d'études peut décider de s'écarter de cette disposition pour de justes motifs.

⁶ Si une personne participe seulement à un ou plusieurs modules isolés, le Comité d'études définit le montant de la taxe d'études au pro rata pour chaque module. Ce montant est dû avant le début de chaque module envisagé.

Art. 6. Exécution du programme

Dans l'éventualité où le nombre de demandes d'admission satisfaisant aux critères d'admission ne permet pas la bonne tenue du programme (en particulier si la totalité des frais ne peut pas être couverte), le Comité d'études peut décider d'annuler ou de reporter le programme.

Art. 5. Anmeldung und Kosten

¹ Die Anmeldung bzw. die Einschreibung erfolgt bei der zuständigen Stelle derjenigen Universität, an der der Studiendirektor oder die Studiendirektorin tätig ist. Der Anmeldung sind folgende Unterlagen beizulegen:

- Lebenslauf;
- Kopie des universitären Abschlussdiploms oder der äquivalenten Qualifikation;
- Nachweise über die praktische Berufserfahrung.

² Die Studiengebühren werden im Rahmen von Fr. 8'000- Fr. 12'000 von der Studienleitung festgelegt und auf den üblichen Informationskanälen (Internet) verbreitet sowie auf dem Einschreibformular aufgeführt.

³ In den Studiengebühren sind sämtliche Anmelde-, Verwaltungs- und Prüfungsgebühren inbegriffen.

⁴ Die Studiengebühr ist in zwei Tranchen zu entrichten: die Hälfte vor dem Kursbeginn, die andere Hälfte vor der Absolvierung des letzten Moduls.

⁵ Ein Rückzug der Anmeldung vor dem Anmeldeschluss ist ohne Kostenfolge möglich. Bei einer Abmeldung nach Anmeldeschluss oder bei Abbruch des Weiterbildungsstudienganges wird das Kursgeld in voller Höhe in Rechnung gestellt, es sei denn für die abgemeldete Person wird ein Ersatz gefunden. Die Studienleitung kann beschliessen, in begründeten Fällen von dieser Bestimmung abzuweichen.

⁶ Besucht eine Person nur einzelne Module des Studienganges, so ist die von der Studienleitung für diese Module pro rata festgesetzte Studiengebühr vor Beginn des Moduls zu entrichten.

Art. 6. Durchführung des Programms

Bei zu wenigen die Zulassungsbedingungen erfüllenden Anmeldungen (die insbesondere eine kostendeckende Durchführung des Programms nicht ermöglichen) kann die Studienleitung das Programm absagen oder verschieben.

B. ORGANISATION

Art. 7. Comité de direction

¹ Le Comité de direction est composé de la manière suivante:

- a) deux représentants ou représentantes de chaque Université partenaire qui dirigent en principe chacun au moins un module du CAS;
- b) au maximum cinq personnes actives dans le domaine du droit des migrations, en particulier des membres des tribunaux, des autorités ou du barreau, et qui représentent les différents secteurs de manière équitable.

² Les membres du Comité de direction mentionnés à l'al. 1 let. a) sont nommés par les facultés de droit de leur Université respective. Ceux-ci nomment d'un commun accord les autres membres du Comité de direction. En cas de retrait de l'un de ces membres avant le terme de son mandat, le Comité de direction nomme son remplaçant. Le Comité de direction peut inviter d'autres personnes, en particulier des responsables de modules du CAS, à participer aux séances avec voix consultative.

³ Le Comité de direction est nommé pour un mandat de quatre ans. Celui-ci est renouvelable.

⁴ Le Comité de direction supervise le cours de formation continue. Ses attributions sont notamment les suivantes:

- orientation stratégique et développement du cours de formation continue;
- promulgation du plan d'études;
- garantie de qualité et évaluation;
- nomination du Comité d'études et du directeur ou de la directrice d'études dans le cadres des articles 8 et 9;
- adoption du budget et des comptes annuels;
- adoption du rapport d'activité annuel.

⁵ Le Comité de direction se réunit au moins une fois par année; quatre de ses membres peuvent demander en tout temps la tenue d'une assemblée extraordinaire.

B. ORGANISATION

Art. 7. Programmleitung

¹ Die Programmleitung setzt sich wie folgt zusammen:

- a) je zwei Vertreter oder Vertreterinnen der drei beteiligten Fakultäten, grundsätzlich Lehrpersonen, die mindestens ein Modul im Rahmen des CAS leiten;
- b) maximal fünf in der Praxis des Migrationsrechts (insbesondere Gerichte, Behörden, Anwaltschaft) tätige Personen, wobei auf eine angemessene Vertretung der verschiedenen Praxissektoren zu achten ist.

² Die in Absatz 1 lit. a) genannten Mitglieder der Programmleitung werden von der jeweiligen Rechtswissenschaftlichen Fakultät bestimmt. Sie ernennen im gegenseitigen Einvernehmen die übrigen Mitglieder der Programmleitung. Im Falle des Rücktritts eines dieser Mitglieder vor Ablauf der Amtszeit ernennt die Programmleitung das neue Mitglied. Die Programmleitung kann weitere Personen, insbesondere Modulverantwortliche, als Gäste ohne Stimmrecht zur Teilnahme an den Sitzungen einladen.

³ Die Programmleitung wird für eine Amtszeit von vier Jahren bestimmt bzw. ernannt. Wiederernennung ist zulässig.

⁴ Die Programmleitung hat die Oberaufsicht über den Studiengang. Sie nimmt insbesondere folgende Aufgaben wahr:

- strategische Ausrichtung und Weiterentwicklung des Studienganges;
- Erlass des Studienplans;
- Qualitätssicherung und Evaluation;
- Wahl der Studienleitung und des Studienleiters oder der Studiendirektorin im Rahmen von Art. 8 und 9;
- Genehmigung des Budgets und der Jahresrechnung;
- Genehmigung des jährlichen Rechenschaftsberichts.

⁵ Die Programmleitung tagt mindestens einmal jährlich; vier ihrer Mitglieder können jederzeit eine ausserordentliche Sitzung verlangen.

⁶Le Comité de direction élit parmi ses membres un président ou une présidente pour quatre ans. Il ou elle convoque les assemblées et les dirige.

⁷Le Comité de direction se constitue lui-même. Le quorum est atteint si cinq membres sont présents. Le Comité de direction prend ses décisions à la majorité des membres présents; en cas d'égalité, la voix du président ou de la présidente est prépondérante. Des décisions par voie de circulation sont possibles.

Art. 8. Comité d'études

¹Le Comité d'études est composé d'un membre de chacune des trois facultés partenaires. Les membres du Comité d'études dirigent chacun au moins un module du cours de formation continue. Ils sont également membres du Comité de direction au sens de l'art. 7 al. 1 lit. a.

²Les membres du Comité d'études sont élus pour une durée de quatre ans; ils sont rééligibles.

³Le Comité d'études est responsable de l'organisation du cours de formation continue. Il est compétent pour toutes les tâches qui n'incombent pas aux autres organes. Ses attributions sont notamment les suivantes:

- décisions relatives au programme d'études;
- choix des chargés de cours et attribution des mandats nécessaires;
- décisions relatives aux admissions au cours de formation continue;
- détermination du montant des taxes d'études dans le cadre de l'art. 5.

⁴Le Comité d'études se conforme lors de ses décisions aux orientations stratégiques définies par le Comité de direction.

⁵Le Comité d'études prend ses décisions à la majorité de ses membres, le quorum étant atteint en cas de présence de deux membres. Des décisions par voie de circulation sont possibles. En cas de désaccord persistant au sein du Comité d'études, l'affaire peut être portée pour décision devant le Comité de direction.

⁶Die Programmleitung wählt aus ihrer Mitte eine Präsidentin oder einen Präsidenten für vier Jahre. Sie oder er beruft die Sitzungen ein und leitet diese.

⁷Die Programmleitung konstituiert sich selbst. Sie ist bei Anwesenheit von mindestens fünf Mitgliedern beschlussfähig und entscheidet mit der Mehrheit der Stimmen der anwesenden Mitglieder; bei Stimmengleichheit hat die Präsidentin oder der Präsident den Stichentscheid. Zirkulationsbeschlüsse sind möglich.

Art. 8. Studienleitung

¹Die Studienleitung besteht aus je einem Mitglied der drei beteiligten Fakultäten. Die Mitglieder der Studienleitung leiten selbst mindestens ein Modul des Studiengangs. Sie sind gleichzeitig Mitglieder der Programmleitung gemäss Art. 7 Abs. 1 lit. a.

²Die Mitglieder der Studienleitung werden für vier Jahre gewählt; Wiederwahl ist zulässig.

³Die Studienleitung ist für die Durchführung des Studiengangs verantwortlich. Ihr kommen alle Aufgaben zu, die nicht in die Zuständigkeit anderer Organe fallen. Sie hat insbesondere folgende Aufgaben:

- Entscheidung über das Studienprogramm;
- Wahl der Dozierenden und Erteilung der erforderlichen Aufträge;
- Entscheidung über die Zulassung zum Studiengang;
- Festlegung der Studien- und Kursgebühren im Rahmen von Art. 5.

⁴Die Studienleitung richtet sich bei ihren Entscheidungen nach den durch die Programmleitung festgelegten strategischen Weichenstellungen.

⁵Die Studienleitung kann bei Anwesenheit von zwei ihrer Mitglieder entscheiden. Sie entscheidet mit der Mehrheit der Stimmen der Mitglieder. Zirkulationsbeschlüsse sind möglich. Im Falle einer dauerhaften Meinungsverschiedenheit innerhalb der Studienleitung kann die Angelegenheit der Programmleitung zur Entscheidung vorgelegt werden.

Art. 9 Directeur ou Directrice d'études

¹ Le directeur ou la directrice d'études est membre du Comité d'études selon l'art. 8 al. 1.

² Il ou elle est responsable du fonctionnement opérationnel du cours de formation continue.

³ Ses attributions sont notamment les suivantes:

- direction du service du CAS, établi à l'Université dont fait partie le directeur ou la directrice d'études;
- engagement et direction des collaborateurs et collaboratrices impliqué-e-s dans le cours de formation continue;
- préparation des séances du Comité d'études;
- prise en charge des tâches administratives liées aux participants;
- administration des finances, élaboration des propositions de budget, des comptes et du rapport d'activité annuel;
- organisation des modules et des prestations d'études;
- publicité et représentation du cours de formation d'études vers l'extérieur.

Art. 10. Responsables de modules

¹ Comme responsables de modules sont désignés en principe des membres du corps enseignant des trois Facultés partenaires ou du Centre de droit des migrations.

² Ils sont responsables de la conception de leur module, procèdent à l'évaluation des prestations personnelles et dirigent et évaluent des travaux finaux.

Art. 9 Studiendirektor oder Studiendirektorin

¹ Der Studiendirektor, oder die Studiendirektorin ist Mitglied der Studienleitung gemäss Art. 8 Abs. 1.

² Er oder sie ist für die operative Durchführung des Studiengangs verantwortlich.

³ Ihm oder ihr kommen insbesondere folgende Aufgaben zu:

- Führung der Geschäftsstelle, die an der Universität, der der Studiendirektor oder die Studiendirektorin angehört, situiert ist;
- Anstellung und Führung der Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter des Studiengangs;
- Vorbereitung der Sitzungen der Studienleitung;
- Abwicklung der Teilnehmendenadministration;
- Verwaltung der Mittel, Erstellen der Vorschläge für das Budget, die Rechnung und den jährlichen Rechenschaftsbericht;
- Organisation der Veranstaltungen und der Leistungskontrollen;
- Werbung, Öffentlichkeitsarbeit und Vertretung des Studiengangs nach aussen.

Art. 10. Modulverantwortliche

¹ Als Modulverantwortliche werden grundsätzlich Mitglieder des Lehrkörpers der beteiligten Fakultäten oder des Zentrums für Migrationsrecht verpflichtet.

² Sie konzipieren ihr Modul, führen die Leistungsnachweise durch und begleiten, begutachten und bewerten die Abschlussarbeiten.

C. PROGRAMME ET PRESTATIONS PERSONNELLES

Art. 11. Principes didactiques, structure et durée

¹ Les besoins et les souhaits des participants concernant aussi bien le fond que la forme sont pris en compte lors de l'élaboration des modules. Il est tiré profit de leurs connaissances professionnelles et de leur expérience de la pratique dans les processus d'enseignement et d'apprentissage. Au-delà de la transmission de connaissances et de compétences utiles à la pratique, une place particulière est accordée à la réflexion et à la discussion.

² Le programme d'études est établi de manière modulaire. Il est composé de six à neuf modules qui durent en règle générale deux à trois jours, pour un total général de 15 à 20 jours de cours. Il est complété par un travail final. La durée totale du programme est de 18 à 24 mois en principe. Les détails sont réglés dans le plan d'études.

³ Le cursus d'études correspond en tout à 15 crédits ECTS, répartis de la manière suivante:

- 11 crédits ECTS pour les 15 à 20 jours de cours (incl. préparation et révision);
- 4 crédits ECTS pour le travail final.

⁴ Le Comité d'études peut autoriser un candidat ou une candidate, sur requête justifiée, à remplacer un maximum de trois jours de cours par un travail écrit.

Art. 12. Modules et prestations à fournir durant la formation continue

¹ Les thèmes principaux traités dans les différents modules sont les suivants: fondements du droit des migrations et politique migratoire, droit suisse des migrations (séjour des ressortissants d'Etats tiers et droit d'asile), droit de la nationalité et intégration en Suisse, droit européen des migrations (incl. relation avec les Etats tiers), migration irrégulière.

C. PROGRAMM UND LEISTUNGSNACHWEISE

Art. 11. Didaktische Prinzipien, Aufbau und Dauer

¹ Die Veranstaltungen berücksichtigen in Inhalt und Form die Bedürfnisse und Wünsche der Teilnehmenden. Ihr fachliches Wissen und ihre Erfahrungen als Fachleute fliessen in den Lehr- und Lernprozess ein. Neben der Vermittlung von praxisorientiertem Wissen und Können bieten die Veranstaltungen Raum für Reflexion und Diskussion.

² Das Studienprogramm ist modular angelegt und besteht aus sechs bis neun Modulen, die grundsätzlich zwei bis drei Tage dauern und insgesamt 15-20 Kurstage umfassen, sowie einer Abschlussarbeit. Das gesamte Programm dauert grundsätzlich 18-24 Monate. Einzelheiten regelt der Studienplan.

³ Der Studiengang umfasst insgesamt 15 ECTS-Kreditpunkte, die sich wie folgt zusammensetzen:

- 11 ECTS-Kreditpunkte für die insgesamt 15-20 Kurstage (inkl. Vor- und Nachbearbeitung);
- 4 ECTS-Kreditpunkte für die Abschlussarbeit.

⁴ Auf begründeten Antrag kann die Studienleitung einer Kandidatin oder einem Kandidaten gestatten, höchstens drei Kurstage durch eine schriftliche Arbeit in entsprechendem Umfang zu ersetzen.

Art. 12. Module und während der Weiterbildung zu erbringende Leistungen

¹ Inhaltlich widmen sich die Module insbesondere folgenden Themata: Grundlagen von Migrationsrecht und Migrationspolitik, Schweizerisches Migrationsrecht (Aufenthalt von Drittstaatsangehörigen und Asylrecht), Bürgerrecht und Integration in der Schweiz, Europäisches Migrationsrecht (unter Einschluss von Drittstaatsbeziehungen), irreguläre Migration.

² L'obtention du certificat est subordonnée à la présence du participant à un minimum de 80% du temps de présence, à la réussite des prestations personnelles selon le plan d'études ainsi qu'à la remise d'un travail final jugé réussi.

³ Les prestations personnelles peuvent prendre la forme d'un examen (écrit ou oral), d'un travail écrit portant sur la matière d'un module (p.ex. une étude de cas) ou/et d'un exposé à présenter lors du cours. D'autres formes appropriées de prestations personnelles ainsi que le regroupement de ces prestations personnelles pour plusieurs modules peuvent être prévues dans le plan d'études. La forme de la prestation personnelle est communiquée avant le début de chaque module.

⁴ Les prestations personnelles sont jugées « réussies » ou « non réussies ».

Art. 13. Travail final

¹ Le travail final, d'une longueur de 20 à 30 pages, constitue une analyse scientifique approfondie d'un aspect choisi du droit des migrations.

² Le Comité d'études valide – le cas échéant en accord avec le responsable du module concerné qui dirige le travail – le sujet du travail final.

³ Le travail final est en règle générale encadré et évalué par un responsable de module. Le Comité d'études peut prévoir des exceptions.

⁴ Le travail final doit être déposé au plus tard six mois après l'accomplissement du dernier module du programme. Pour de justes motifs, le Comité d'études peut prolonger ce délai.

⁵ Le travail final est jugé « réussi » ou « non réussi ».

Art. 14. Répétition d'une prestation personnelle ou du travail final

¹ Lorsqu'une prestation personnelle ou le travail final est jugé insuffisant, elle ou il peut être répété(e) ou refait(e) selon les indications du Comité d'études ou du responsable de module et être à nouveau déposé(e) ou présenté(e).

² Der Erhalt des Zertifikats setzt eine Anwesenheit während mindestens 80 % der Präsenzzeit, das Erbringen persönlicher Leistungsnachweise gemäss Studienplan sowie das Einreichen einer mit „bestanden“ bewerteten Abschlussarbeit voraus.

³ Die Leistungsnachweise können die Form von (schriftlichen oder mündlichen) Prüfungen, im Zusammenhang mit einem Modul stehende schriftliche Arbeiten (z.B. Fallstudien) oder/und während des Kurses zu haltenden Vorträgen annehmen. Weitere angemessene Formen von Leistungsnachweisen sowie gemeinsame Leistungsnachweise für mehrere Module können im Studienplan vorgesehen werden. Die Form des Leistungsnachweises wird vor Beginn jedes Moduls kommuniziert.

⁴ Die Leistungsnachweise werden mit „bestanden“ oder „nicht bestanden“ bewertet.

Art. 13. Abschlussarbeit

¹ Die Abschlussarbeit im Umfang von 20-30 Seiten dient der wissenschaftlich fundierten Analyse eines ausgewählten Themas im Bereich des Migrationsrechts.

² Die Studienleitung genehmigt – ggf. im Einvernehmen mit dem für die Betreuung zuständigen Modulverantwortlichen – die Themen für die Abschlussarbeit.

³ Die Abschlussarbeit wird grundsätzlich von einem Modulverantwortlichen betreut und bewertet. Die Studienleitung kann Ausnahmen vorsehen.

⁴ Die Abschlussarbeit ist spätestens sechs Monate nach der Absolvierung des letzten Moduls einzureichen. Aus wichtigen Gründen kann die Studienleitung diese Frist verlängern.

⁵ Die Abschlussarbeit wird mit „bestanden“ oder „nicht bestanden“ bewertet.

Art. 14. Wiederholung eines Leistungsnachweises bzw. der Abschlussarbeit

¹ Falls ein Leistungsnachweis oder die Abschlussarbeit mit „nicht bestanden“ bewertet werden, können diese gemäss den Angaben der Studienleitung bzw. des Modulverantwortlichen überarbeitet und erneut eingereicht bzw. präsentiert werden.

²Lorsqu'une prestation personnelle ou le travail final est jugé une seconde fois insuffisant, le candidat ou la candidate ne reçoit aucun certificat de formation continue mais une attestation de participation. Dans des cas de rigueur, le Comité d'études peut autoriser un troisième dépôt ou une troisième présentation de la prestation ou du travail.

Art. 15. Langue

¹Le programme d'études est proposé en langue française et en langue allemande. Certaines activités peuvent être organisées en commun en français et en allemand. Exceptionnellement (en particulier si le nombre des inscriptions pour le cursus est insuffisant dans une des deux langues ou dans les deux langues), le Comité d'études peut décider d'offrir un programme bilingue.

²Les participants peuvent s'exprimer en langue française ou en langue allemande ainsi que, avec l'autorisation du responsable du module, dans une autre langue.

³Les participants peuvent rédiger leurs prestations personnelles et le travail final en langue française ou en langue allemande. Une autre langue peut être choisie en accord avec le Comité d'études.

D. TITRE

Art. 16. Diplôme

¹Les Universités de Berne, Neuchâtel et Fribourg délivrent en commun aux participants et participantes ayant accompli le cours d'études de formation continue avec succès un *Certificate of Advanced Studies en droit des migrations, Universités de Berne, Neuchâtel et Fribourg (CAS DroitMig UniBe / UniNe / UniFr)* ». Il est établi par le directeur ou la directrice d'études pour le compte du Comité d'études.

²Le diplôme est signé par les membres du Comité d'études et les trois doyens des Facultés partenaires.

³Un Diploma Supplement donne des informations sur le contenu et l'étendue des prestations d'études effectuées.

²Falls Leistungsnachweise oder die Abschlussarbeit ein zweites Mal mit „nicht bestanden“ bewertet werden, erhält die Kandidatin bzw. der Kandidat kein Weiterbildungszertifikat, sondern eine Teilnahmebestätigung. Im Falle einer unzumutbaren Härte kann die Studienleitung eine dritte Einreichung bzw. Präsentation genehmigen.

Art. 15. Sprache

¹Das Studienprogramm wird je in deutscher und französischer Sprache angeboten, wobei einzelne Veranstaltungen zweisprachig gemeinsam durchgeführt werden können. In Ausnahmefällen (insbesondere wenn die Zahl der Einschreibungen in einer Sprache oder in beiden Sprachen zu gering ist) kann die Studienleitung entscheiden, das Programm zweisprachig anzubieten.

²Die Teilnehmenden können sich wahlweise in deutscher oder französischer Sprache, mit Zustimmung des Modulverantwortlichen auch in einer anderen Sprache, äussern.

³Die Teilnehmenden können Leistungsnachweise und die Abschlussarbeit wahlweise in deutscher oder französischer Sprache erbringen bzw. abfassen. Mit Zustimmung der Studienleitung kann auch eine andere Sprache gewählt werden.

D. TITEL

Art. 16. Urkunde

¹Die Universitäten Bern, Neuenburg und Freiburg stellen den erfolgreichen Teilnehmenden gemeinsam eine Urkunde über die Erlangung eines *Certificate of Advanced Studies in Migrationsrecht, Universitäten Bern, Neuenburg und Freiburg (CAS MigR UniBe / UniNe / UniFr)* aus. Sie wird vom Studiendirektor oder von der Studiendirektorin im Auftrag der Studienleitung erstellt.

²Die Urkunde wird von den Mitgliedern der Studienleitung und den drei Dekanen der beteiligten Fakultäten unterzeichnet.

³Ein Diploma Supplement gibt Aufschluss über Inhalte und Umfang der Studienleistungen.

E. EVALUATION

Art. 17. Evaluation systématique

Une procédure d'évaluation du programme et des modules par les participants est effectuée. Les conclusions qui en découlent sont prises en compte dans la planification et le développement du programme ainsi que dans le cadre de l'engagement des chargés de cours.

F. RECOURS

Art. 18 Voies de recours

¹ Les décisions liées à l'admission ou à l'exclusion du programme de formation continue sont prises par les organes de l'Université dont fait partie le directeur ou la directrice d'études. Elles peuvent être contestées dans un délai de 30 jours devant l'instance compétente de cette Université.

² Les décisions liées aux prestations personnelles ou aux travaux finaux sont prises par l'Université dont fait partie le ou la responsable de module respectivement la personne en charge de l'évaluation d'une prestation d'études. Si cette personne ne fait partie d'aucune des trois Universités, la décision est prise par l'Université dont fait partie le directeur ou la directrice d'études.

³ Les voies de recours par rapport aux décisions prises en vertu du présent règlement et de ses dispositions d'application sont celles de l'Université qui a pris la décision contestée.

⁴ En cas de décision du Comité de direction ou du Comité d'études qui affecte la situation juridique des participants, une décision pouvant faire objet d'un recours peut être demandée, dans les 30 jours dès sa connaissance, auprès du doyen ou la doyenne de la Faculté de droit de l'Université dont fait partie le directeur ou la directrice d'études.

E. EVALUATION

Art. 17. Systematische Auswertungen

Der Studiengang wird durch systematische Rückmeldeverfahren und Auswertungen begleitet. Die entsprechenden Erkenntnisse werden bei der fortlaufenden Planung und Entwicklung sowie bei der Verpflichtung der Lehrpersonen berücksichtigt.

F. RECHTSSCHUTZ

Art. 18 Rechtswege

¹ Verfügungen im Zusammenhang mit der Zulassung zum oder dem Ausschluss vom Studiengang werden von den zuständigen Organen derjenigen Universität erlassen, an welcher der Studiendirektor oder die Studiendirektorin angestellt ist. Sie können innert 30 Tagen bei der zuständigen Instanz der verfügenden Universität angefochten werden.

² Verfügungen im Zusammenhang mit den Leistungsnachweisen oder den Abschlussarbeiten werden von derjenigen Universität erlassen, welcher der Modulverantwortliche bzw. der Begutachtende angehört. Gehört diese Person keiner der drei Universitäten an, wird die Verfügung von derjenigen Universität erlassen, an welcher der Studiendirektor oder die Studiendirektorin angestellt ist.

³ Der Rechtsweg gegen Verfügungen, die aufgrund dieses Reglements und seiner Ausführungsbestimmungen erlassen werden, richtet sich nach den Bestimmungen der verfügenden Universität.

⁴ Bei Entscheidungen der Programm- oder Studienleitung, welche die Teilnehmenden nachteilig in ihrer Rechtsstellung betreffen, kann innerhalb von 30 Tagen ab Kenntnis eine anfechtbare Verfügung des Dekans oder der Dekanin der Rechtswissenschaftlichen Fakultät derjenigen Universität, der der Studiendirektor oder die Studiendirektorin angehört, verlangt werden.

G. DISPOSITION FINALE

Art. 19. Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur dès son approbation par les instances compétentes des Universités de Berne, Neuchâtel et Fribourg.

Von der Rechtswissenschaftlichen Fakultät der Universität Bern beschlossen:

Bern, 22.08.2013



Prof. Dr. Stephan Wolf, Dekan

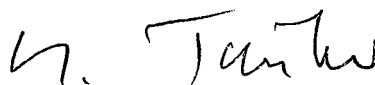
G. SCHLUSSBESTIMMUNG

Art. 19. Inkrafttreten

Das vorliegende Reglement tritt mit Genehmigung durch die zuständigen Instanzen der Universitäten Bern, Neuenburg und Freiburg in Kraft.

Vom Senat der Universität Bern genehmigt:


Bern, 12.11.2013



Prof. Dr. Martin Täuber, Rektor

Von der Rechtswissenschaftlichen Fakultät der Universität Freiburg beschlossen:

Freiburg, 20.01.2014



Prof. Dr. Marcel Niggli, Dekan

Vom Rektorat der Universität Freiburg genehmigt:

Freiburg, 06.01.2014



Prof. Dr. Guido Vergauwen, Rektor

Adopté par la Faculté de droit de l'Université de Neuchâtel:

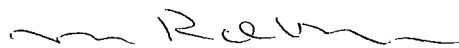
Neuchâtel, 12.02.2014



Prof. Dr. Florence Guillaume, doyenne

Approuvé par le rectorat de l'Université de Neuchâtel:

Neuchâtel, le 28.01.2014



Prof. Dr. Martine Rahier, rectrice